ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 février 1995, d'une demande d'avis, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la procédure d'appréciation des militaires du cadre actif et du cadre de réserve" et, le 19 juin 1995, d'une lettre par laquelle le Ministre demande communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 21 juin 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 16 februari 1995 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de beoordelingsprocedure voor de militairen van het actief kader en van het reservekader" en, op 19 juni 1995, bij brief door de Minister verzocht om mededeling van het advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft op 21 juni 1995 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est, par la lettre entrée au Conseil d'Etat le 19 juin 1995, dans les termes suivants :

> "Deze hoogdringendheid wordt ingeroepen omwille van de reeds gestarte vormingsperiode en omwille van het feit dat in de inwerkingtreding van het nieuwe evaluatiesysteem is voorzien vanaf 1 juli 1995 voor bepaalde personeelscategorieën. Bovendien is de nieuwe beoordelingsprocedure onontbeerlijk voor de totstandkoming van andere belangrijke dossiers, zoals de bevordering tot de graad van adjudant-majoor op basis van bevorderingscomités, de versnelde bevordering voor sommige graden van onderofficier en vrijwilliger en een aanpassing van de bepalingen betreffende de sociale promotie en de overgangen".

*

* *

OBJET DU PROJET.

L'arrêté royal en projet vise principalement à exécuter les articles 10, 24 et 49 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire et met ces trois articles en vigueur.

Ces trois articles insèrent la même disposition qui contient les principes d'un nouveau système d'évaluation et confère au surplus certaines habilitations au Roi :

- à l'article 12bis de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical;

- à l'article 15bis de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

- et à l'article 9bis de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

L'arrêté royal en projet fixe ainsi une procédure d'appréciation applicable à l'ensemble des militaires du cadre actif.

EXAMEN DU PROJET.

Observation générale.

Comme l'indique l'intitulé du projet et l'article 1er, 4°, de celui-ci, l'intention des auteurs du projet est de rendre le régime d'appréciation applicable également aux militaires du cadre de réserve, lorsqu'ils sont en service actif.

La loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire ne contient aucune disposition relative à l'appréciation des militaires du cadre de réserve et, à la différence de ce qui existe pour d'autres catégories de militaires, on ne trouve pas de dispositions générale leur rendant applicable, par référence, l'ensemble des dispositions légales et réglementaires du statut des officiers, sous-officiers ou volontaires de carrière.

Les dispositions légales visées au préambule, et spécialement l'article 78 de la loi du 1er mars 1958 précitée, ainsi que l'article 31 de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ne fournissent pas un fondement légal permettant au Roi de fixer un régime d'appréciation applicable aux militaires du cadre de réserve.

En tant qu'il est applicable aux militaires du cadre de réserve, le projet manque dès lors de fondement. Il doit être revu en ce qui concerne l'intitulé, les alinéas 2 et 6 du préambule et les articles 1er, 4°; 2, § 2, alinéas 2 et 3; 3, § 3, alinéas 2 et 3, et 24, 1°, e).

Préambule.

Alinéa 3.

L'article 71 de la loi du 27 décembre 1961 a été modifié pour la première fois par l'article 43 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire.

Les mots "modifié par les lois des 13 juillet 1976 et 20 mai 1994" figurant à la fin de l'alinéa doivent, en conséquence, être remplacés par les mots "modifié par la loi du 20 mai 1994".

Alinéa 8.

La référence aux articles 10, 24 et 49 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire est superflue et doit, en conséquence, être omise. Il importe, par contre, compte tenu de l'article 23 du projet, que l'alinéa fasse explicitement référence à l'article 103 de la loi précitée.

Alinéa 9.

Doivent, conformément à l'usage, être visés au préambule tous les textes que le projet tend à modifier. L'alinéa sera, en conséquence, remplacé par les trois alinéas suivants :

"Vu l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 3, alinéa 3, modifié par l'arrêté royal du 3 novembre 1964, l'article 33, § 2, l'article 43 et l'article 66, modifié par les arrêtés royaux des 7 janvier 1964, 27 mars 1974, 27 octobre 1976, 29 janvier 1980 et 7 février 1994;

Vu l'arrêté royal du 11 juin 1974 relatif au statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 1erter, § 3, inséré par l'arrêté royal du 11 août 1994;

Vu l'arrêté royal du 11 août 1994 relatif à la procédure d'information, de demande et de sélection de militaires pour leur utilisation en dehors des forces armées, notamment l'article 11, alinéa 2;".

Dispositif.

Article 1er.

1. L'alinéa 1er fixe le champ d'application de l'arrêté en projet, tandis que l'alinéa 2 comporte des définitions.

Mieux vaudrait en faire deux articles distincts et revoir la numérotation des autres articles du projet.

2. A l'alinéa 1er, 1°, sont énumérées trois catégories de militaires du cadre actif que les auteurs du projet entendent exclure du champ d'application du nouveau régime d'appréciation prévu par la loi du 20 mai 1994 précitée.

Cette exclusion est justifiée pour les militaires visés aux a) et b) par le fait qu'ils sont engagés dans des régimes de formation qui comportent, chacun, un mode

d’évaluation plus spécifique et donc mieux adapté. Or, pour ces militaires, les dispositions légales et réglementaires du statut des officiers, sous-officiers ou volontaires de carrière ne leur sont applicables que pour autant qu’elles ne soient pas incompatibles avec les dispositions qui leur sont propres - ce qui est précisément le cas en l’espèce.

En ce qui concerne la catégorie de militaires visée au c), il serait, en l’absence de disposition législative formulant une telle réserve ou excluant expressément le régime général d’appréciation pendant le temps de formation, préférable d’ajouter à l’article 9 du projet un paragraphe prévoyant que, durant les périodes de formation, les militaires admis pour le passage dans la même catégorie de personnel ou pour la promotion sociale vers une catégorie de personnel supérieur, ne reçoivent pas de note d’évaluation. Cette disposition trouverait son fondement légal dans l’habilitation donnée au Roi de fixer les modalités de l’appréciation pour les différentes catégories de militaires du cadre actif.

3. L’officier délégué a, par ailleurs, signalé que l’alinéa 1er, 1°, devra être complété pour laisser en dehors du champ d’application de l’arrêté, la catégorie des militaires de carrière ou de complément utilisés en dehors des forces armées car, selon l’article 15, alinéa 1er, de la loi du 20 mai 1994 relative à l’utilisation de militaires en dehors des forces armées, ces militaires "sont soumis aux règles relatives à l’appréciation de leurs titres et mérites, et notamment aux règles concernant le signalement ou l’évaluation qui sont applicables aux membres du personnel de l’employeur".

Il y a lieu de compléter l'alinéa 1er, 1°, en ce sens.

4. En outre, les mots "les militaires" qui introduisent la subdivision du premier alinéa en 1°, 2°, 3° et 4° doivent être remplacés par les mots "aux militaires".

Article 2.

Paragraphe 1er.

1. A la fin de la phrase introductive du paragraphe 1er, mieux vaudrait ajouter les mots "selon les modalités suivantes :".

2. L'article 12bis de la loi du 1er mars 1958 précitée n'établit aucune distinction entre les officiers en fonction de leur grade et n'exclut pas les officiers généraux du système d'appréciation permanent que le législateur a entendu instituer.

Or, l'article 2 du projet exclut expressément, en son paragraphe 1er, alinéa 1er, le militaire du cadre actif qui est officier général. En procédant de la sorte, les auteurs du projet restreignent indûment le champ d'application de la loi. Ceci n'exclut toutefois pas que l'appréciation des officiers généraux puisse se faire selon les modalités particulières propres à leurs fonctions. Il y va du respect de l'article 108 de la Constitution.

3. L'alinéa 2 serait, pour sa part, mieux rédigé comme suit :

"Les notes d'évaluation du militaire visé à l'alinéa 1er sont ultérieurement établies soit annuellement tant qu'il entre en ligne de compte pour l'avancement, le passage dans la même catégorie de personnel ou la promotion sociale vers une catégorie de personnel supérieure, soit bisannuellement".

Paragraphe 3.

La dernière phrase du paragraphe serait mieux rédigée comme suit :

"Lors de l'établissement de la note d'évaluation périodique suivante, il est tenu compte du contenu d'éventuelles notes d'évaluation intermédiaires qui sont détruites lorsque la note d'évaluation périodique considérée est clôturée définitivement".

Article 3.

Paragraphe 1er.

Au 18°, il y a lieu de remplacer le mot anglais "leadership" par les mots français "aptitude au commandement".

Paragraphe 2.

A l'alinéa 2, de l'accord de l'officier délégué, il convient d'écrire :

"La signification des divers critères d'appréciation et des qualifications est précisée dans le règlement arrêté par le Ministre de la Défense nationale".

Paragraphe 3.

Les mots "connaissance approfondie définie" figurant au 1° doivent être remplacés par les mots "connaissance approfondie de la langue visée". De même, les mots "connaissance effective définie" figurant au 3° doivent être remplacés par les mots "connaissance effective de la langue visée".

Paragraphe 6.

Il convient de remplacer les mots "ainsi que défini" par le mot "définis".

Article 4.

Paragraphe 1er.

La disposition figurant sous le 4° serait mieux rédigée comme suit :

"4° qu'il ne soit pas décidé par le chef hiérarchique, qui exerce à l'égard du premier examinateur au moins, les attributions de chef de corps, que celui-ci ne peut émettre une appréciation en raison de son incapacité manifeste de procéder à des évaluations objectives ou en raison de faits ou de circonstances qui, selon lui, peuvent conduire l'examinateur considéré à opérer une évaluation subjective".

Paragraphe 2.

Les mots "à l'alinéa précédent" figurant à l'alinéa 2 doivent être remplacés par les mots "à l'alinéa 1er".

La même remarque vaut pour les mots "à l'alinéa précédent" figurant à l'alinéa 2 du paragraphe 3.

Article 5.

1. Les dispositions légales relatives à l'appréciation des diverses catégories de militaires du cadre actif prévoient toutes que les notes d'évaluation sont contresignées par le militaire concerné. Il appartient aux auteurs du projet de déterminer le moment auquel cette formalité doit être accomplie ainsi que ses modalités d'application.

2. Afin d'éviter la paralysie de la procédure, le projet devrait être complété afin de préciser si la procédure d'évaluation suit son cours lorsque le militaire qui y

est soumis ne se présente pas à l'entretien d'évaluation sans être excusé.

3. A la fin de l'alinéa 4, on remplacera les mots "il peut utiliser le droit de recours" par les mots "il peut introduire un recours".

La même observation vaut pour la fin de l'alinéa 4 de l'article 7.

Article 8.

Les mots "définie à l'article 12" figurant à l'alinéa 1er doivent être remplacés par les mots "visée à l'article 12".

Article 9.

Paragraphe 1er.

Les mots "ainsi que définies" figurant à la fin du paragraphe doivent être remplacés par le mot "visées".

Paragraphe 2.

Il faut remplacer les mots "définie dans" figurant à la fin du premier alinéa du paragraphe par les mots "établie par".

Le mot "définie" figurant à l'alinéa 2 doit être remplacé par le mot "définies".

Il y a lieu de remplacer les mots "Dans le cas où l'alinéa 1er est d'application," par les mots "Dans le cas visé à l'alinéa 1er,".

Paragraphe 3.

Mieux vaut remplacer les mots "en fonction" figurant au début de l'alinéa 2 par les mots "qui occupe la fonction".

Paragraphe 6.

Les mots "au présent arrêté" doivent être remplacés par les mots "par le présent arrêté".

Article 11.

Paragraphe 2.

Il convient de remplacer les mots "Les conseillers" figurant au début de l'alinéa 2 du paragraphe par les mots "Les conseillers visés à l'alinéa 1er, 1°".

L'alinéa 3 du paragraphe serait, quant à lui, mieux rédigé comme suit :

"S'il est impossible de désigner deux conseillers qui satisfassent aux conditions visées à l'alinéa 2, l'avis d'un seul conseiller suffit".

Article 12.

Paragraphe 2.

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"L'éventuelle attribution d'autres qualifications fait l'objet d'une motivation qui doit figurer au mémoire".

Article 13.

Il convient de remplacer les mots "pour lequel la décision finale sur le contenu a été prise" figurant à l'alinéa 4 par les mots "sur lequel une décision finale est intervenue".

Article 17.

La disposition en projet doit être rédigée comme suit :

"Art. 17. A l'article 66 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 7 janvier 1964, 27 mars 1974, 27 octobre 1976, 29 janvier 1980 et 7 février 1994 sont apportées les modifications suivantes :

1° au 5°, les mots "l'inspecteur général de la gendarmerie et, pour les autres forces armées," sont supprimés;

2° les 6° et 8° sont abrogés".

Article 20.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Toute procédure en cours d'appréciation d'un militaire est poursuivie conformément aux dispositions qui étaient d'application avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Toutefois, lorsque l'autorité compétente en la matière décide, en vertu des dispositions du présent arrêté, de faire recommencer la procédure, la nouvelle procédure est régie par les dispositions de ce dernier".

Article 21.

Les mots "définie à l'article 24" doivent être remplacés par les mots "visée à l'article 24".

Les mots "Si le militaire précité est" doivent être remplacés par les mots "Si les militaires visés à l'alinéa 1er sont".

La même remarque vaut pour les même mots figurant à l'alinéa 3 de la disposition en projet.

Article 25.

De l’accord de l’officier délégué, cette disposition critiquable doit être omise.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering volgens de op 19 juni 1995 bij de Raad van State ingekomen brief aldus :

> "Deze hoogdringendheid wordt ingeroepen omwille van de reeds gestarte vormingsperiode en omwille van het feit dat in de inwerkingtreding van het nieuwe evaluatiesysteem is voorzien vanaf 1 juli 1995 voor bepaalde personeelscategorieën. Bovendien is de nieuwe beoordelingsprocedure onontbeerlijk voor de totstandkoming van andere belangrijke dossiers, zoals de bevordering tot de graad van adjudant-majoor op basis van bevorderingscomités, de versnelde bevordering voor sommige graden van onderofficier en vrijwilliger en een aanpassing van de bepalingen betreffende de sociale promotie en de overgangen".

*

* *

STREKKING VAN HET ONTWERP.

Het ontworpen koninklijk besluit beoogt hoofdzakelijk uitvoering te geven aan de artikelen 10, 24 en 49 van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel en stelt die drie artikelen in werking.

Die drie artikelen voegen dezelfde bepaling in waarin de beginselen liggen vervat van een nieuw evaluatie-systeem en waarbij bovendien bepaalde bevoegdheden worden toegekend aan de Koning :

- in artikel 12bis van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en de reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst;

- in artikel 15bis van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst;

- en in artikel 9bis van de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

Het ontworpen koninklijk besluit stelt aldus een beoordelingsprocedure vast die toepasselijk is op de gezamenlijke militairen van het actief kader.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Algemene opmerking.

Zoals wordt aangegeven in het opschrift van het ontwerp en in artikel 1, 4° ervan, ligt het in de bedoeling van de stellers van het ontwerp de beoordelingsregeling

eveneens toepasselijk te verklaren op de militairen van het reservekader wanneer zij in werkelijke dienst zijn.

De wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel bevat geen enkele bepaling met betrekking tot de beoordeling van de militairen van het reservekader en, in tegenstelling tot hetgeen bestaat voor andere categorieën van militairen, treft men geen algemene bepaling aan waarbij, door verwijzing, de gezamenlijke wets- en verordeningsbepalingen van de rechtstoestand van de beroepsofficieren, -onderofficieren of -vrijwilligers op hen toepasselijk worden verklaard.

De wetsbepalingen waarnaar in de aanhef wordt verwezen en in het bijzonder artikel 78 van de voormelde wet van 1 maart 1958, alsmede artikel 31 van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, leveren geen rechtsgrond op die de Koning in staat stelt een beoordelingsregeling vast te stellen die toepasselijk is op de militairen van het reservekader.

In zoverre het ontwerp toepasselijk is op de militairen van het reservekader heeft het bijgevolg geen rechtsgrond. Het ontwerp moet worden herzien wat het opschrift betreft, wat het tweede tot het zesde lid van de aanhef en de artikelen 1, 4°; 2, § 2, tweede en derde lid; 3, § 3, tweede en derde lid, en 24, 1°, e) betreft.

Aanhef.

Derde lid.

Artikel 71 van de wet van 27 december 1961 is voor het eerst gewijzigd bij artikel 43 van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel. De woorden "gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1976 en 20 mei 1994" aan het slot van het lid, moeten bijgevolg vervangen worden door de woorden "gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994".

Achtste lid.

De verwijzing naar de artikelen 10, 24 en 49 van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel is overbodig en moet bijgevolg vervallen. Gelet op artikel 23 van het ontwerp is het daarentegen van belang dat in het lid uitdrukkelijk wordt verwezen naar artikel 103 van de voormelde wet.

Negende lid.

Zoals gebruikelijk is dient in de aanhef te worden verwezen naar alle teksten waarvan het ontwerp de wijziging beoogt. Het lid dient bijgevolg te worden vervangen door de volgende drie leden :

"Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren van de land-, de lucht-, en de zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 3, derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 november 1964, op artikel 33, § 2, op artikel 43 en op artikel 66, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 januari 1964, 27 maart 1974, 27 oktober 1976, 29 januari 1980 en 7 februari 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juni 1974 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 1ter, § 3, ingevoegd door het koninklijk besluit van 11 augustus 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 augustus 1994 betreffende de informatie-, verzoek- en selectieprocedure van militairen voor hun beziging buiten de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 11, tweede lid;".

Bepalend gedeelte.

1. Het eerste lid legt het toepassingsgebied van het ontworpen besluit vast, terwijl het tweede lid definities bevat.

Men zou er beter aan doen daar twee afzonderlijke artikelen van te maken en de nummering van de overige artikelen van het ontwerp te herzien.

2. In het eerste lid, 1°, worden drie categorieën van militairen van het actief kader opgesomd die de stellers van het ontwerp buiten het toepassingsgebied willen houden van de nieuwe beoordelingsregeling waarin voorzien is door de voornoemde wet van 20 mei 1994.

Deze uitsluiting wordt voor de in a) en b) bedoelde militairen verantwoord door het feit dat zij aangeworven zijn in opleidingsstelsels die elk een meer specifieke en dus beter aangepaste beoordelingsregeling inhouden. Op die militairen zijn de wets- en verordeningsbepalingen van het statuut van de officieren, onderofficieren en beroeps-vrijwilligers echter maar van toepassing voor zover zij niet onverenigbaar zijn met de bepalingen die alleen op hen van toepassing zijn, wat in casu juist het geval is.

Wat de onder c) bedoelde categorie van militairen betreft, zou het, bij ontstentenis van een wetsbepaling die zulk een voorbehoud formuleert of die het algemene stelsel van de beoordeling uitdrukkelijk niet op de vormingsperiode van toepassing verklaart, beter zijn aan artikel 9 van het ontwerp een paragraaf toe te voegen waarin bepaald wordt dat de militairen die aanvaard zijn voor overgang binnen eenzelfde personeelscategorie of voor sociale promotie naar een hogere personeelscategorie tijdens de vormingsperiodes geen evaluatienota krijgen. Deze bepaling zou zijn rechts-grond vinden in de aan de Koning opgedragen bevoegdheid om de nadere regelen inzake de beoordeling te bepalen voor de onderscheiden categorieën van militairen van het actief kader.

3. De gemachtigde officier heeft bovendien opgemerkt dat het eerste lid, 1°, zal dienen te worden aangevuld om de beroeps- of aanvullingsmilitairen die buiten de krijgsmacht gebezigd worden buiten het toepassingsgebied van dit besluit te houden, want volgens artikel 15, eerste lid, van de wet van 20 mei 1994 zijn op die militairen "de regelen van toepassing betreffende de beoordeling van hun aanspraken en verdiensten, inzonderheid de regelen betreffende de beoordeling of de evaluatie die van toepassing zijn op het personeel van de werkgever".

Het eerste lid, 1°, dient in die zin te worden aangevuld.

4. Bovendien dienen in de Franse tekst de woorden "les militaires" die de inleiding vormen van de onderverdeling van het eerste lid in 1°, 2°, 3° en 4°, te worden vervangen door de woorden "aux militaires".

Artikel 2.

Paragraaf 1.

1. Aan het slot van de inleidende zin van paragraaf 1, is het beter de woorden ", zulks volgens de hiernavolgende nadere regelen :" in te voegen.

2. Artikel 12bis van de voormelde wet van 1 maart 1958 maakt tussen de officieren geen enkel onderscheid op basis van hun graad en sluit de opperofficieren niet uit van het stelsel van permanente beoordeling dat de wetgever heeft willen invoeren.

Paragraaf 1, eerste lid, van artikel 2 van het ontwerp sluit de militair van het actief kader die opper-officier is echter uitdrukkelijk uit. Zodoende beperken de stellers van het ontwerp ten onrechte het toepassingsgebied van de wet. Zulks sluit echter niet uit dat de beoordeling van de opperofficieren kan gebeuren volgens nadere regels die alleen voor hun functies gelden. De naleving van artikel 108 van de Grondwet staat hier op het spel.

3. Het tweede lid, van zijn kant, zou beter als volgt worden gesteld :

"Het opstellen van de evaluatienota’s van de in het eerste lid bedoelde militair geschiedt vervolgens hetzij om het jaar, zolang hij in aanmerking komt voor bevordering, voor overgang binnen een zelfde personeelscategorie of voor sociale promotie naar een hogere personeels-categorie, hetzij om de twee jaar".

Paragraaf 3.

De laatste zin van de paragraaf zou beter als volgt worden gesteld :

"Bij het opstellen van de volgende periodieke evaluatienota wordt rekening gehouden met de inhoud van eventuele tussenliggende evaluatienota's, die vernietigd worden zodra die periodieke evaluatienota definitief wordt afgesloten".

Artikel 3.

Paragraaf 1.

In onderdeel 18° vervange men het Engelse "leader-ship" door de Nederlandse uitdrukking "leiderscapaciteiten".

Paragraaf 2.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat in het tweede lid dient te worden geschreven :

"De betekenis van de onderscheiden beoordelings-criteria en van de kwalificaties wordt nader bepaald in een reglement vastgesteld door de Minister van Lands-verdediging".

Paragraaf 3.

In onderdeel 1° behoren de woorden "de grondige kennis bepaald in" te worden vervangen door de woorden "de grondige kennis van de taal bedoeld in". Zo ook dienen in

onderdeel 3° de woorden "de werkelijke kennis bepaald in" te worden vervangen door de woorden "de werkelijke kennis van de taal bedoeld in".

Paragraaf 6.

Men vervange de woorden "zoals nader bepaald" door de woorden "die nader worden bepaald".

Artikel 4.

Paragraaf 1.

De bepaling onder 4° zou beter als volgt worden gesteld :

"4° de hiërarchische overste, die ten opzichte van de eerste beoordelaar ten minste de bevoegdheid van korps-commandant uitoefent, niet beslist dat deze geen beoordeling mag uitbrengen wegens zijn klaarblijkelijke onbekwaamheid om objectief te evalueren of omwille van feiten of omstandigheden die, volgens hem, de beoor-delaar ertoe kunnen brengen subjectief te evalueren".

Paragraaf 2.

In het tweede lid behoren de woorden "in het vorig lid" te worden vervangen door de woorden "in het eerste lid".

Deze opmerking geldt tevens voor de woorden "in het vorig lid" die in het tweede lid van paragraaf 3 staan.

Artikel 5.

1. De wetsbepalingen betreffende de beoordeling van de onderscheiden categorieën van militairen van het actief kader bepalen alle dat de evaluatienota's door de militair in kwestie worden medeondertekend. Het staat aan de stellers van het ontwerp om het tijdstip vast te stellen waarop dat vormvereiste en de nadere regels voor de toepassing ervan dienen te worden vervuld.

2. Om te voorkomen dat de procedure in het slop raakt, zou het ontwerp moeten worden aangevuld ten einde nader te bepalen of de beoordelingsprocedure wordt voortgezet wanneer de militair waarop ze betrekking heeft niet op het evaluatiegesprek opdaagt en zich evenmin laat verontschuldigen.

3. Aan het slot van het vierde lid vervange men de woorden "kan hij van het recht van verweer gebruik maken" door de woorden "kan hij een beroep instellen".

Deze opmerking geldt tevens voor het slot van het vierde lid van artikel 7.

Artikel 8.

In het eerste lid behoren de woorden "bepaald bij artikel 12" te worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 12".

Artikel 9.

Paragraaf 1.

De woorden "zoals bepaald bij" behoren te worden vervangen door de woorden "bedoeld in".

Paragraaf 2.

Aan het slot van het eerste lid van de paragraaf behoren in de Franse tekst de woorden "définie dans" te worden vervangen door de woorden "établie par".

In de Franse tekst van het tweede lid vervange men het woord "définie" door het woord "définies".

In het derde lid vervange men de woorden "In het geval het eerste lid van toepassing is" door de woorden "In het in het eerste lid bedoelde geval".

Paragraaf 3.

Aan het begin van het tweede lid doet men er beter aan de woorden "in functie van vaste afgevaardigde van een

syndicale organisatie" te vervangen door de woorden "die vaste afgevaardigde van een vakorganisatie is,".

Paragraaf 6.

De woorden "de bij dit besluit voorziene termijnen" behoren te worden vervangen door de woorden "de in dit besluit gestelde termijnen".

Artikel 11.

Paragraaf 2.

Vooraan in het tweede lid behoren de woorden "De raadgevers" te worden vervangen door de woorden "De raadgevers bedoeld in het eerste lid, 1°".

Het derde lid van de paragraaf, van zijn kant, zou beter als volgt worden gesteld :

"Indien het onmogelijk is twee raadgevers aan te wijzen die voldoen aan de in het tweede lid opgesomde voorwaarden, volstaat het advies van één enkele raadgever".

Artikel 12.

Paragraaf 2.

Het derde lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Voor de eventuele toekenning van andere kwalificaties dient het verweerschrift een motivering te bevatten".

Artikel 13.

In het vierde lid behoren de woorden "maakt hij het evaluatiedossier waarin de eindbeslissing over de inhoud werd genomen ... over aan" te worden vervangen door de woorden "zendt hij het evaluatiedossier waarover een eindbeslissing is genomen ... door naar".

Artikel 17.

De ontworpen bepaling dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 17. In artikel 66 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 januari 1964, 27 maart 1974, 27 oktober 1976, 29 januari 1980 en 7 februari 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in onderdeel 5° vervallen de woorden "de inspecteur-generaal van de rijkswacht en, voor de andere krijgsmachtdelen,";

2° de onderdelen 6° en 8° worden opgeheven".

Artikel 20.

Het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Elke ten opzichte van een militair aangevatte beoordelingsprocedure wordt voortgezet volgens de bepalingen die van toepassing waren vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Als de ter zake bevoegde overheid echter, krachtens de bepalingen van dit besluit, beslist de procedure te herbeginnen, gelden voor de nieuwe procedure de bepalingen van dit besluit".

Artikel 21.

De woorden "bepaald in artikel 24" behoren te worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 24".

De woorden "Indien de voornoemde militair ... is" behoren te worden vervangen door de woorden "Indien de in het eerste lid bedoelde militairen ... zijn".

Deze opmerking geldt tevens voor dezelfde woorden in het derde lid van de ontworpen bepaling.

Artikel 25.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat deze betwistbare bepaling behoort te vervallen.

La chambre était composée de :		De kamer was samengesteld uit :
Messieurs de Heren	R. ANDERSEN,	président de chambre, kamervoorzitter,
	C. WETTINCK, P. LIENARDY,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	J. DE GAVRE, F. DELPEREE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	M. PROOST,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. DEROUAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. PAUL, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. DEROUAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. PAUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN.